

Tartagueule

à la récré



N° 154 Novembre 2023 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

INFLATION, DÉVALORISATION DES MÉTIERS, ÉCOLOGIE, RETRAITES...
LA RIPOSTE, C'EST MAINTENANT !

Le 10 novembre, grève générale pour un recrutement massif dans les services publics, une revalorisation de nos salaires, de nos retraites et pour un autre monde !!

Le gouvernement et le patronat travaillent d'arrache-pied pour monter les travailleur·euses les un·es contre les autres. Le patron de Total, afin de justifier les réquisitions dans les raffineries, ose dire que les travailleur·euses gagnent 5 000 € par mois alors que dans la réalité leurs salaires sont la moitié de cela. Pour autant, les syndicats "réformistes", et en premier lieu la CFDT, ont plié et ont accepté les miettes que le patronat leur a données, alors qu'ils n'avaient même pas participé au mouvement de grève ! Le gouvernement use de la même tactique à l'Assemblée nationale, en déclarant qu'une assistante maternelle gagne 3 fois le SMIC. Une fois de plus, cette intoxic gouvernementale est là pour diviser les travailleur·euses et en profiter pour faire passer les lois les plus rétrogrades.

L'urgence d'un autre partage des richesses !

Que ce soit dans le privé ou dans le public, la revendication est claire : des augmentations de salaires pour toutes et tous au moins équivalent à l'inflation vécue par les travailleur·euses (14 % pour l'alimentaire, 19 % pour l'énergie par exemple). L'inflation, c'est pour les travailleur·euses, alors que la bourse elle se porte bien et que les plus riches se sont largement enrichi·es ces dernières années grâce aux différentes crises ! Les bénéfices et les dividendes records s'enchaînent ces derniers mois se chiffrant à chaque fois en milliards ! Avant l'inflation, dans la fonction publique, c'était déjà 20 % de perte de pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice.

La situation n'est plus tenable, il est nécessaire de revaloriser très fortement tous les salaires de la fonction publique en commençant par les plus bas. La solution n'est pas une "fausse" augmentation de salaire conditionnée à une augmentation du temps de travail

comme le propose le gouvernement. Les fonctionnaires sont déjà à bout après plus de 20 ans de coupes budgétaires et de chutes du nombre d'emplois. Les revalorisations de salaires ne suffiront pas à répondre à l'effondrement des services publics. Il faut également un plan pluriannuel de recrutement massif et pérenne de fonctionnaires. Pour cela, il faut largement titulariser les contractuel·les et revaloriser les métiers et les filières éducatives y menant.

N'écoutez pas les dernières conclusions du COR (Comité d'Orientation des Retraites), le gouvernement, appuyé par le patronat, veut faire passer à coup de 49.3 sa réforme des retraites. Le gouvernement ne se cache même plus derrière un pseudo-équilibre de la caisse des retraites et dit clairement qu'il veut "redéployer" une partie du budget alloué aux retraites vers d'autres investissements. Une fois de plus, c'est aux travailleur·euses de payer le coût des réformes de Macron et sa clique, mais jamais aux grands capitalistes qui font des milliards en profits ! Pour nous, c'est la possibilité de profiter de sa retraite qui est en jeu et qui, pour beaucoup, devient de plus en plus improbable. En effet, l'espérance de vie en bonne santé va devenir inférieure à l'âge de la retraite pour de plus en plus de catégories socioprofessionnelles ! Travailler jusqu'à la mort est de plus en plus vrai...

De l'urgence sociale à l'urgence climatique

Des usines aux bureaux et aux lieux d'études en passant par les champs, les patrons sont toujours alliés à l'État pour opprimer les travailleur·euses et maximiser les profits. Au-delà des questions d'emplois, de salaires et de retraites, ces derniers mois nous ont aussi rappelé l'impact climatique du capitalisme. Si nous ne luttons pas contre le libéralisme et ses conséquences, c'est une grande partie de la planète qui deviendra invivable et une large partie des écosystèmes qui s'effondreront. Cela a d'ailleurs déjà commencé et les capitalistes ne semblent pas se sentir concernés au-delà d'un vernis « vert » à appliquer. Pire, ils enfoncent l'humanité dans une voie sans retour. Nous, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, devons également embrasser ces problématiques pour les incorporer dans un modèle de société égalitaire, autogestionnaire, féministe et écologiste.

Suite au verso

La plus grande force des travailleuses et des travailleurs réside dans les assemblées générales décisionnaires qui renforcent la solidarité de classe et permettent de contrôler la lutte, de décider des formes que doivent prendre les mouvements sociaux, de contrôler de bout en bout ceux qui vont négocier au nom des travailleuses.

La lutte des classes n'a jamais disparu. Aujourd'hui plus que jamais face à l'intransigeance du patronat et de l'État, c'est par ce moyen que nous parviendrons à un partage égalitaire des richesses et à la justice sociale, environnementale et internationale.

C'est pourquoi la CNT appelle l'ensemble des travailleuses en formation, en activité, sans activité ou à la retraite, à s'organiser dès maintenant dans les syndicats de combat pour impulser dans les entreprises et/ou les quartiers des assemblées générales de lutte.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !

**Grève interprofessionnelle
jeudi 10 novembre
Manifestation à 11h30
de Jean Macé à Bellecour**

CONTRE LA RÉPRESSION ANTISYNDICALE !!!

Kaï Terada, enseignant au lycée Joliot-Curie de Nanterre et militant à Sud éducatif 92, a été, lors de la rentrée de cette année scolaire, suspendu de ses fonctions pour 4 mois, au motif farfelu de soi-disant « mauvaise ambiance » qu'il instaurerait dans l'établissement. En réalité, le rectorat de Versailles cherchait un moyen de sanctionner ce militant efficace et infatigable, mais ne pouvait pas faire de procédure disciplinaire pour cause de dossier totalement vide. Comme la procédure de suspension (avec traitement) et la mutation « dans l'intérêt du service », qu'il risque maintenant, ne sont pas considérées comme des sanctions, les recteur-trices l'utilisent abondamment depuis quelques années pour se débarrasser des militant-es qui les gênent un peu trop.

Cette pratique est en soi un véritable abus d'autorité inadmissible ! Dans le cas de Kaï, la façon dont elle a été prise et signifiée la rend plus insupportable encore. Celui-ci a reçu la nouvelle sans aucune justification le 4 septembre alors que son lycée l'attendait le lendemain pour faire sa rentrée. La première tentative d'explication est arrivée via la presse,

confirmant le mépris profond avec lequel les rectorats traitent leurs personnels.

Depuis, de nombreuses actions de soutien ont eu lieu, allant de la grève menée par ses collègues à de nombreux rassemblements de protestation, dont l'un devant le rectorat de Lyon. Par ailleurs et sans surprise, lors du blocage de leur lycée en soutien à leur professeur Kai Terada ainsi qu'à leurs professeur-es en grève, les élèves ont été victimes de violences policières, certain-es ont été sévèrement réprimés-es. L'Etat n'a, une fois de plus, que la répression comme réponse à tout engagement mettant en cause sa responsabilité.

Modalités d'actions de soutien ici (pétition, cagnotte en ligne, courrier de soutien...) :
<https://www.cnt-f.org/fte/2022/09/14/soutien-a-kai-terada-militant-a-sud-educ-92/>

**Stop à la répression,
soutien total à Kaï !**

UNE RENTRÉE LOUPÉE : POSTES SUPPRIMÉS, PERSONNELS NON PREMLACÉS

Une rentrée compliquée en raison de moyens non-alloués, notamment à Villeurbanne où les personnels ont décidé de se réunir pour faire un état des lieux, qui s'est avéré alarmant et désastreux. Dans plusieurs établissements, les collègues ont décidé de se mobiliser : journées de grève, rassemblements et communiqués.

Une école pour toutes, sans moyens et donc avec souffrance : partout il manque des AESHs (Jean Jaurès, Les Iris, Magenta, Mûrice Leroux...). Les AESHs sont toujours parmi les personnels oubliés et malmenés – notamment avec le PIAL – et la précarité de leur statut ne semble toujours pas être efficace en matière de recrutement. En conséquence, les élèves n'ont pas droit à l'aide humaine dont ils ont pourtant besoin. Mais de manière générale, c'est le pôle médico-social qui va mal. Plusieurs établissements ont fait leur rentrée sans infirmier-es (Jean Jaurès, Les Iris, Magenta, Fays) ou assistant-e social-e (Louis Jouvét). C'est malheureusement dans la continuité de ce que l'Education Nationale connaissait déjà : une école qui fonctionne sans médecin scolaire et avec des psy-EN sur plusieurs établissements. En plus des

personnels non-remplacés, des postes sont supprimés – à Jean Macé, un des deux postes de CPE à été supprimé à la rentrée – et des conditions matérielles déplorables – à Louis Jouvét, les bâtiments s'effondrent et les cours se passent dans des salles de classe sans fenêtres.

C'est pourquoi la mobilisation a été forte dès la rentrée à Villeurbanne avec une rentrée en « décalée » à Jean Macé en raison des personnels en grève à 95%, et avec plusieurs journées de grève aussi pour les établissements Fays et Magenta. Les autres établissements se sont joints en ce sens à la mobilisation lors de la journée de grève du 29 septembre. Depuis, quelques postes ont été remplacés, mais le poste de CPE à Jean Jaurès est notamment toujours supprimé. Les établissements scolaires accueillent de plus en plus d'élèves chaque année avec de moins en moins d'adultes pour les accompagner. Etant donné la surdité des institutions, une grève longue et massive sera nécessaire à l'avenir pour obtenir de vrais moyens humains et matériels, ainsi que des salaires et des statuts décents.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-es après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-es et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

